

Dimensions sociales de l'économie verte

Les changements économiques, technologiques et institutionnels qui sont actuellement à la base des stratégies de l'économie verte risquent d'aggraver l'insécurité humaine et les inégalités. Ils auraient des conséquences sociales diverses: les indices dans ce sens se multiplient et suggèrent des démarches différentes pour promouvoir simultanément des objectifs sociaux, économiques et environnementaux du développement durable.

Le problème

Suite à la triple crise des dernières années (alimentaire, énergétique et financière) et avec la préparation de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) de 2012, le concept d'économie verte est passé au premier plan dans les milieux internationaux du développement. Ainsi nommé pour attirer l'attention sur l'intégration limitée des préoccupations environnementales au sein de la politique économique depuis le Sommet de la Terre de 1992, le concept lui-même est vivement contesté, tout comme les stratégies pour la promouvoir. Il y a un réel consensus sur le besoin de passer à des systèmes à faible émission de carbone et de transformer les modes d'investissement, de production et de consommation, de manière à permettre un développement durable. Mais bien des chemins mènent à l'économie verte. Chacun a des coûts et des avantages différents pour tels groupes sociaux, pays et régions, et assigne des rôles et responsabilités différents aux acteurs de l'État, des marchés et des institutions communautaires.

En rattachant explicitement l'économie verte aux objectifs du développement durable et de

l'élimination de la pauvreté, le processus Rio+20 a attiré l'attention sur l'importance des dimensions sociales du développement. Mais les dimensions sociales de l'économie verte et la manière de les traiter restent confuses. Diverses études des Nations Unies ont commencé à aborder ces sujets. L'UNRISD, quant à lui, a enquêté (encadré 1) sur les questions suivantes:

- Quels sont les effets des initiatives et stratégies de l'économie verte sur les différents groupes sociaux et les formes d'inégalités?
- Comment une transition vers l'économie verte peut-elle contribuer à la réalisation des objectifs sociaux inhérents au concept de développement durable?
- Qui se cache derrière les valeurs, le savoir, les priorités et les intérêts qui façonnent actuellement le concept et les politiques de l'économie verte?
- Quel rôle la politique sociale, la réglementation, la participation et l'action collective jouent-elles dans la promotion de l'économie verte et de l'économie équitable?
- Comment réaliser le potentiel des nombreux systèmes de subsistance et de production qui poursuivent au niveau local les objectifs

Encadré 1: Recherches de l'UNRISD sur les dimensions sociales de l'économie verte et du développement durable

Début 2011, l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) a ouvert une enquête, à laquelle une cinquantaine de chercheurs ont participé, pour clarifier les enjeux de l'économie verte et du développement durable et donner à leurs dimensions sociales une place plus centrale dans l'analyse et les débats sur les politiques. Les activités de l'UNRISD ont commencé par un appel à documents qui a reçu plus de 300 réponses, et par une conférence qui s'est tenue à Genève les 10 et 11 octobre 2011 sur le thème Économie verte et développement durable : Ramener la dimension sociale. La conférence a rassemblé 250 chercheurs universitaires, responsables politiques des Nations Unies, représentants gouvernementaux, de la société civile et militants du monde entier.

L'enquête a donné lieu à ce jour à divers produits, dont une série de notes de réflexion dans lesquelles les chercheurs exposent leurs idées et leurs points de vue, *Greening the Economy* (numéro spécial de la revue *Development* publié en partenariat avec la Société internationale pour le développement), une série de 10 Documents spéciaux, et six courtes vidéos sur les principales dimensions sociales de l'économie verte. Dans le cadre de la préparation de la Conférence Rio+20, l'UNRISD a aussi participé à plusieurs études et réseaux de partage des connaissances des Nations Unies qui s'intéressent aux rapports entre économie verte, développement durable et réduction de la pauvreté (www.unrisd.org/greeneconomy).

économiques, sociaux et environnementaux du développement durable?

Résultats des recherches

Éviter une “triple injustice”

Les groupes et populations les plus exposés aux changements climatiques sont ceux qui ont le moins de responsabilité vis-à-vis de ce dérèglement, et des ressources trop limitées pour s'adapter à ses conséquences. Cette “double injustice” se mue en triple injustice lorsque les catégories à bas revenu et autres groupes vulnérables subissent les conséquences de la transition vers l'économie verte. Les recherches ont mis en évidence de tels exemples de cas et contextes:

- Des populations ont été déplacées ou des cultures vivrières abandonnées (au Brésil, en Inde et en Indonésie) au profit des biocarburants, qui sont présentés comme une source d'énergie alternative à faible émission de carbone;
- Des politiques énergétiques qui se traduisent par une hausse des tarifs pour les ménages (au Royaume-Uni et dans d'autres pays industrialisés avancés) sont régressives car les dépenses en énergie représentent une part beaucoup plus importante du budget des ménages économiquement faibles;
- Une stricte préservation des puits de carbone et d'autres zones (en Australie) non seulement réduit les moyens d'existence des populations autochtones mais ignore aussi des cultures qui, au cours de l'histoire, ont toujours respecté la nature; et
- La préférence donnée aux hommes sur les marchés de l'emploi et dans les institutions de la gouvernance empêche les femmes de participer aux secteurs émergents de l'économie verte.

Les approches marchandes peuvent avoir des effets sociaux contradictoire

Les démarches consistant à “vendre de la nature pour la ménager”, par les échanges de carbone par exemple,

Encadré 2: Genre et droits fonciers en Afrique du Sud

Dans la province de Limpopo, Afrique du Sud, l'économie verte apparaît comme une opportunité dans la lutte contre la pauvreté et les problèmes du chômage. Mais il faut résoudre le problème des droits fonciers si l'on veut que de nouveaux venus – en particulier des femmes pauvres et marginalisées – puissent se lancer dans l'agriculture. Cela n'a pas échappé au projet dit de l'Incubateur Mapfura Makhura (MMI), qui devait aider de petits cultivateurs à devenir producteurs de biocarburant. Si le projet visait la parité entre hommes et femmes, seuls 30 % des participants à la phase pilote étaient des femmes. Les principales raisons de cet échec sont la mauvaise circulation des informations et la faible proportion de femmes propriétaires de terres, qui était l'un des critères de participation au projet.

Source: Musyoki 2012.

¹ REDD+: Réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts, gestion durable des forêts et conservation et renforcement des stocks de carbone forestier

les paiements pour services environnementaux (PSE) et la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts (REDD)¹ – peuvent être très problématiques d'un point de vue social. Par exemple:

- Les régimes de PSE qui accordent des droits de propriété privée sur des ressources qui étaient naguère propriété de la collectivité ou de l'État favorisent ou ciblent souvent les nantis.
- Les démarches de préservation dans lesquelles l'efficacité l'emporte sur l'équité mettent à mal les efforts REDD+* qui visent un co-progrès sur le plan tant de la protection de l'environnement que du bien-être humain.
- En fixant des prix à des actifs environnementaux et en les allouant selon les lois du marché, la tendance est à la redistribution aux plus nantis en favorisant les individus et les collectivités locales ayant le plus de pouvoir d'achat.
- Les régimes de PSE, la REDD+ et les incitations à produire des biocarburants portent souvent atteinte à l'agriculture telle que la pratiquent les petits exploitants, à la biodiversité, aux moyens d'existence et à la sécurité alimentaire.
- Les démarches marchandes laissent souvent de grandes sociétés piloter le changement, ce qui peut restreindre le champ des réformes que politiques et réglementation peuvent opérer en faveur du développement social et durable.

La marchandisation de la nature part aussi de l'hypothèse que les valeurs attribuées à la nature sont les mêmes partout dans le monde, ce qui revient à ignorer à quel point elles diffèrent d'un endroit à l'autre et en fonction du sens donné aux biens et aux services environnementaux, de leur identité et de l'usage qui en est fait. De plus, les prix du marché ne tiennent pas compte de la totalité des coûts sociaux de production et de reproduction, ce qui donne lieu à des situations dans lesquelles les populations rurales ou autochtones peuvent, en gérant les ressources naturelles, subventionner en fait des groupes sociaux plus aisés.

Les limites et contradictions de l'approche marchande et libérale de l'économie verte donnent à penser qu'il faut promouvoir d'autres démarches institutionnelles ou sociales pour l'économie verte et l'économie équitable qui font ressortir, l'une l'importance des réformes macroéconomiques, des réformes de la gouvernance et de la réglementation, et l'autre, la nécessité de modèles intégrés de gestion des ressources naturelles et de développement local.

Ne pas ignorer la question des inégalités

Si les milieux internationaux du développement ont lié l'économie verte à la réduction de la pauvreté, ils

ont prêté beaucoup moins d'attention aux inégalités. Pourtant les inégalités de revenu ou de fortune, celles qui sont liées au pouvoir, à l'appartenance ethnique et au genre sont cruciales pour déterminer les conséquences des changements climatiques sur les populations, leur capacité de réagir et la place que peuvent occuper des solutions politiques fondées sur le consensus et le compromis lorsqu'il s'agit d'aider les populations défavorisées.

Les questions d'inégalité ont de l'importance parce que:

- Les inégalités structurelles de pouvoir, l'accès aux ressources et le droit d'en disposer déterminent l'exposition aux risques, le degré de vulnérabilité et de résilience.
- Il y a une corrélation entre l'inégalité, d'une part, et la capacité de tirer parti des débouchés ouverts par l'économie verte, notamment en matière d'emplois, et de modifier ses modes de consommation.
- De fortes inégalités de revenu fragilisent la solidarité sociale, nécessaire à une politique publique active, et les pactes sociaux sans lesquels on ne saurait relever des défis majeurs comme l'adaptation aux changements climatiques et la réduction de la pauvreté.

L'entrée de l'inégalité dans l'équation met en évidence les limites d'une économie verte passant par des solutions technologiques simplistes, des réformes institutionnelles minimalistes et une conception étroite de la protection sociale, et attire l'attention sur les questions de la politique sociale globale, de la réglementation et de la participation effective, abordées ci-dessous.

Une économie verte équitable passe d'abord par des politiques sociales

Les politiques sociales remplissent des fonctions multiples dans n'importe quelle économie, notamment de protection, de redistribution, de formation du capital humain et de reproduction sociale. L'attention portée actuellement à la politique sociale dans les débats sur l'économie verte se concentre sur la protection ou le dédommagement des populations vulnérables et sur la formation et le recyclage liés à la restructuration industrielle et aux emplois verts. Or la politique sociale joue d'autres rôles qui méritent qu'on s'y arrête davantage.

- Encadrement des marchés du travail dans la perspective d'un "travail décent". Le travail de recherche effectué sur le développement de l'industrie photovoltaïque au Bangladesh montre qu'il faut être attentif non seulement au nombre des emplois créés mais aussi à leur qualité et aux conditions de travail.
- Redistribution. Les recherches relatives aux pays de l'OCDE indiquent qu'il faudra modifier sensiblement la politique budgétaire pour réduire au minimum les

effets sociaux régressifs de la prise en compte des émissions de carbone dans les prix (qui se solde par des factures énergétiques plus élevées) et pour encourager une consommation verte. Il faudra aussi augmenter fortement "l'investissement écosocial" pour adapter l'infrastructure thermique des logements et développer les transports publics. De nombreux pays en développement devront peut-être procéder à une redistribution des terres et garantir des droits fonciers aux groupes défavorisés pour leur permettre de participer aux initiatives de l'économie verte (encadré 2).

- Reproduction sociale et soins aux personnes. La capacité des femmes à accepter des emplois dans l'économie verte ou à s'engager dans des projets allant dans ce sens est limitée par les multiples tâches que leur imposent la charge d'une famille et la tenue d'un ménage. La politique sociale (au-delà de la protection sociale) peut contribuer dans une mesure non négligeable à l'allègement de la charge de la reproduction sociale, ainsi qu'à l'émancipation, l'équité et la cohésion sociale.

Identifier les gagnants et les perdants de la réglementation environnementale

Qui supporte en réalité les coûts de la réglementation et des normes environnementales? On sait depuis longtemps qu'une stricte préservation des forêts, des puits et d'autres habitats naturels se fait aux dépens du bien-être des autochtones et d'autres populations des pays en développement tributaires des ressources forestières, ou de cultures qui ont mis au point des modes de subsistance respectueux de la nature. Comme en témoignent les travaux de recherche faits dans la péninsule de York en Australie, ces problèmes peuvent également se poser dans des pays développés. Dans ce cas, ils limitent fortement le développement des systèmes de PSE et la participation des populations autochtones.

De plus en plus, ce sont des entités privées ou multipartites qui établissent les normes environnementales, sociales et de gouvernance (ESG). Leurs initiatives peuvent combler les lacunes de la réglementation là où elle n'est plus adaptée à la mondialisation, là où l'État a perdu de sa capacité de contrôle, ou également si celle-ci est limitée par les règles du commerce international. Mais ces initiatives sont aussi freinées par:

- la confiscation par des intérêts commerciaux;
- la participation réduite des parties prenantes aux structures de gouvernance;
- la faiblesse des procédures prévues pour faire respecter les normes;
- la tendance à exclure les petites entreprises et les petits producteurs des chaînes de valeur mondiales; et

- le suivi et évaluation limités de l'impact réel.

Les régimes normatifs peuvent être aussi très sélectifs dans le choix des normes. Certaines initiatives dites “durables” touchant à la production d’huile de palme ont suscité beaucoup d’émotion par le défrichage important et les déplacements de populations qui en ont résulté. Les travaux de recherche effectués sur la réalisation d’un projet hydraulique au Honduras montrent que, bien que le projet repose sur des normes, les compétences techniques comptent moins, sur le terrain, que la capacité des différents intérêts locaux à faire valoir leurs arguments et à négocier lorsqu’il s’agit de déterminer quels seront les modes d’exécution et les bénéficiaires.

La cohérence des politiques implique plus que de la simple coordination

Les contradictions sociales et environnementales de la croissance à forte émission de carbone ou de la logique économique actuelle mettent de plus en plus en évidence la nécessité de politiques (macroéconomique, industrielle, environnementale et sociale) cohérentes, autrement dit mieux coordonnées et opérant en synergie pour instaurer un développement durable. Les chercheurs du Brésil et de l’Équateur notent une certaine reconfiguration des modes de croissance en faveur de la préservation de la nature, de la réduction de la pauvreté et du développement économique. Il existe par exemple des initiatives au Brésil qui associent de petits cultivateurs à la production de biocarburant ou qui relient les transferts monétaires directs à la prestation de services environnementaux. En revanche, les recherches effectuées en Inde (en particulier dans l’État du Sikkim) illustrent les contradictions incessantes entre, d’une part, les politiques de forte croissance économique et les projets de développement de l’infrastructure qui créent de graves problèmes environnementaux et socioculturels, et, d’autre part, le discours du développement durable qui commence à se faire entendre.

Encadré 3: Développement local intégré au Brésil

Araçuaí Sustentável est un projet d’éducation populaire et d’agroécologie entrepris dans une municipalité de Minas Gerais, au Brésil. Il vise à inverser le processus de dégradation de l’environnement et à combattre la pauvreté en donnant une plus grande place à la protection de l’environnement et à l’agriculture dans l’économie locale. Le projet réussira dans la mesure où il valorisera ce que la population a déjà, non pas ce qu’il lui manque – ce qui est une démarche très différente de celle de l’aide conventionnelle ou des institutions d’aide – et où il intégrera les politiques économique, environnementale et sociale au niveau local. Cela oblige à regrouper les ressources et les compétences d’acteurs et d’institutions multiples (celles des institutions publiques fédérales et municipales, de la société civile et de la population).

Source: Rival 2012.

La cohérence des politiques est souvent comprise au sens étroit et interprétée comme une meilleure coordination de certaines institutions et politiques sectorielles. Mais cette cohérence doit intégrer deux autres dimensions: une gouvernance coordonnée et synergétique à différents niveaux (international, régional, national, provincial et local) et entre divers acteurs et institutions (l’État, le marché, la société civile et la collectivité locale). Des travaux de recherche sur les villes en transition au Royaume-Uni montrent que, dans certains cas, les autorités ont encouragé des formes actives de citoyenneté – par une décentralisation qui laisse le champ libre à la participation de la communauté et à des coalitions plurielles et par des incitations à une consommation verte. Ces initiatives ont su à la fois recueillir un consensus et générer des recettes qui permettent de financer des politiques locales adaptées aux changements climatiques. Une conjugaison similaire de politiques en Afrique du Sud, au Mozambique et en Angola peut permettre de relier divers objectifs sectoriels.

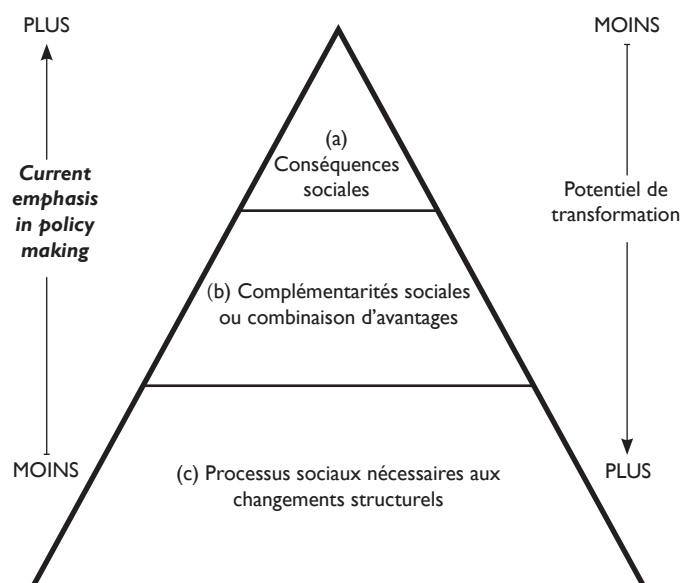
La gouvernance doit intégrer collaboration et contestation

Il est essentiel que l’État, le secteur privé, la société civile et les acteurs et institutions communautaires collaborent pour trouver la volonté politique nécessaire et mettre en œuvre l’économie verte. Sans coalition, il est difficile de mobiliser les appuis politiques nécessaires pour reconfigurer les forces qui soutiennent le statu quo, tels que les intérêts dans les combustibles fossiles, l’agriculture à forte intensité de carbone et les monocultures conventionnelles de biocarburants. Au niveau des projets et programmes de l’économie verte, la collaboration d’acteurs multiples facilite la mobilisation des ressources, la mise en commun des compétences et aboutit à des complémentarités et à des synergies qui, autrement, n’existeraient pas.

Mais les “partenariats” pour une économie verte et équitable ne sont pas toujours ces relations harmonieuses dépeintes dans le discours mondial sur les partenariats public-privé. De fait, une analyse anthropologique des projets de protection des forêts et d’agriculture écologique au Brésil laisse à penser que le débat et la négociation continus entre les différents acteurs de projets ne sont pas seulement la marque de ces relations mais aussi la clé du succès. C’est grâce à ces tensions et à ces “conflits d’intérêts” que les atouts et compétences ou les différents types de capital - nature, économique, social et humain - s’agencent de manière complémentaire.

“Participation” veut dire organisation collective et négociation autant que consultation

Si la participation est reconnue comme nécessaire dans le discours sur l’économie verte, les décisions portant

Figure 1: Le paradoxe des politiques

sur la conception et l'exécution des projets sont encore souvent prises au sommet. Il ressort des recherches effectuées en Afrique du Sud, au Brésil et en Malaisie que dans les projets d'économie verte, le dialogue avec les populations locales touchées est un élément essentiel si l'on veut qu'elles prennent le relais des interventions extérieures et s'en approprient les fruits. Les travaux de recherche sur la façon dont des enjeux sociaux tels que la réduction de la pauvreté, l'équité et la justice sociale s'intègrent dans les structures de la REDD+, montrent l'importance à la fois des réglementations nationales et d'une infrastructure institutionnelle qui reconnaisse les communautés locales et les associe à l'action.

La participation, en pratique, se réduit souvent à une simple consultation de certaines parties dont l'influence sur le choix des orientations sera souvent négligeable. Il faut donner à la participation un sens beaucoup plus large et entendre par là les efforts organisés de groupes sociaux défavorisés pour avoir la maîtrise des ressources et des institutions de contrôle (l'État et le marché) qui règlent leur vie. La participation dans ce sens va bien au-delà de la consultation et implique une émancipation, une prise d'influence et l'obtention d'avantages par l'organisation collective, la contestation, la négociation, l'acquisition de connaissances et le renforcement des capacités. Ces aspects se sont révélés essentiels, par exemple, dans la Société pour le développement du Deccan en Inde, l'initiative Yasuni-ITT en Équateur (solution de rechange à la REDD qui jouit du soutien du gouvernement), Bolsa Floresta au Brésil, La Via Campesina en Amérique latine et en Afrique, et certaines initiatives mondiales en faveur du commerce équitable qui défendent des pratiques écologiques en agriculture.

Les politiques doivent intégrer et s'inspirer des démarches communautaires

D'innombrables exemples de systèmes communautaires de subsistance et de gestion des ressources naturelles témoignent du potentiel des expériences locales qui poursuivent simultanément des objectifs de développement, de protection sociale, d'émancipation économique et politique, d'identité culturelle et d'intégrité environnementale (encadré 3). Le savoir et les pratiques traditionnels des petits cultivateurs, des pêcheurs, des populations autochtones et des habitants des forêts sont essentiels si l'on veut s'engager sur la voie du développement durable. Ces expériences doivent jouir d'une reconnaissance beaucoup plus large et recevoir un solide appui des responsables politiques.

Les initiatives ou mouvements communautaires locaux doivent cependant soumettre tout appui extérieur, qu'il vienne de l'État, d'entreprises ou d'ONG, à un examen critique s'ils veulent éviter les risques de détournement, la dépendance de l'aide ou la bureaucratisation. Les initiatives locales restent souvent isolées et de taille modeste parce que les lois, les politiques et les conditions du marché ne leur sont pas favorables. De fait, la production agricole des petits exploitants a souvent été systématiquement marginalisée par des a priori politiques liés aux ajustements structurels, à l'orientation sur les exportations, aux importations de produits alimentaires bon marché, aux subventions et aux services administratifs qui favorisent l'agriculture commerciale et les grosses exploitations.

Il est une condition essentielle pour que les initiatives communautaires contribuent au bien-être social et au développement économique: les producteurs doivent pouvoir ajouter de la valeur à leurs produits. Il existe actuellement divers programmes combinant plusieurs avantages (par exemple des projets de production de biocarburant ciblant de petits cultivateurs, ou répondant aux normes du commerce équitable) qui enferment souvent les petits producteurs dans le rôle de fournisseurs de produits à faible valeur ajoutée et dans des chaînes de valeur dans lesquelles d'autres acteurs du marché se taillent la part du lion. Les producteurs locaux ont plus de chance d'ajouter de la valeur à leurs produits lorsqu'ils les destinent au marché local et national.

Le militantisme doit avoir un fondement local et des relations à l'international

Le militantisme local, national et mondial a un rôle crucial à jouer pour former l'opinion publique et influencer les politiques. Il faut aussi une mobilisation collective pour contester les forces institutionnelles, les normes et les valeurs qui reproduisent de nombreuses pratiques qui n'ont rien de durable. Les mouvements pour les droits fonciers ou la souveraineté alimentaire

tels que le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre au Brésil, Ekta Parishad en Inde et La Via Campesina au plan international, et pour un commerce éthique, la protection des forêts tropicales, la gestion de l'eau et la justice climatique en général, ne sont pas seulement actifs individuellement mais se regroupent dans des réseaux qui facilitent l'acquisition des connaissances, la contestation et la négociation.

La recherche montre cependant les pièges d'une vision romantique de ces mouvements. Outre leurs faiblesses internes, leur influence est bien ténue par rapport à celle d'intérêts plus puissants. Il est souvent crucial pour eux de trouver des alliés dans les cercles du pouvoir, et ce à de multiples niveaux. Si la constitution d'un mouvement mondial pour la justice climatique s'est révélée difficile, la recherche indique que les possibilités seraient considérables si l'on parlait de la base, de mouvements qui sont enracinés dans les luttes des communautés locales et qui rattachent ces luttes, d'un point de vue analytique et organisationnel, à des questions et à des publics plus larges. Les coalitions et mouvements sociaux bien enracinés au Sud ont une forte capacité à entreprendre une action politique à de multiples niveaux, mais ont beaucoup de peine à élargir leur base actuelle pour étendre leur lutte.

Leçons pour les politiques

Changer l'orientation des politiques pour les axer sur une économie verte sociale

D'un point de vue social, l'économie verte attire l'attention non seulement sur divers champs thématiques que chercheurs, militants et décideurs politiques devraient étudier, mais aussi sur des déséquilibres majeurs dans l'orientation des politiques. Les politiques traitant des dimensions sociales portent souvent d'abord sur les questions de protection et de dédommagement des victimes de certains changements et s'efforcent ensuite de combiner plusieurs avantages (par exemple des emplois verts ou l'agriculture écologique) dans les différentes sphères, économique, sociale et environnementale, du développement durable. Un troisième secteur d'intervention, pourtant capital pour une transformation des structures compatible avec le développement durable, est presque négligé (figure 1) : celui qui touche aux droits, à la réglementation et à la participation. Il importe de corriger ce déséquilibre si l'on veut que l'économie verte conduise à un développement durable et équitable.

Les éléments passés en revue dans cette synthèse laissent à penser que les politiques à mener en vue d'une transformation doivent être attentives à cinq aspects :

- les savoirs qui peuvent influencer les politiques;
- les répercussions sociales de l'économie verte;
- la nécessité de réformes diverses et profondes des institutions et de la gouvernance;
- le rôle de la politique sociale; et
- la création de conditions propices à une citoyenneté active.

Mise à contribution de savoirs divers

En matière d'économie verte, les démarches les plus répandues sont marquées par des valeurs et des savoirs particuliers, à l'exclusion d'autres perspectives qui peuvent jeter des éclairages et être porteuses d'enseignements importants. Les choix des options politiques doivent être informés par une plus grande diversité des savoirs si l'on veut qu'elles favorisent des mécanismes institutionnels et des systèmes de gestion des ressources efficaces et équitables. Les connaissances et pratiques dites locales sont importantes à cet égard. Aussi doivent-elles jouir d'une reconnaissance générale et d'un soutien institutionnel plus ferme des décideurs politiques.

Pour apprendre des diverses disciplines et permettre leur plus grande complémentarité, il est essentiel de soutenir davantage un large éventail de travaux de recherche touchant aux sciences sociales puisque l'accent est mis jusqu'à présent sur les sciences naturelles (dans les débats sur les changements climatiques) et sur l'économie classique (qui dicte les politiques à adopter en vue d'une économie verte).

Suivre les répercussions sociales et les effets sur la distribution et prendre les mesures qui s'imposent

Il est crucial de comprendre et d'évaluer les effets des changements technologiques, économiques et écologiques sur les différents groupes sociaux (en fonction des revenus, de l'appartenance à un groupe ethnique et du sexe), ainsi que sur les pays, selon leur niveau de développement. Pour le faire efficacement, il faut des critères de mesure et des indicateurs sociaux et éco-sociaux. Devraient être pris en compte notamment les effets des prix de l'énergie et des taxes vertes sur la distribution et sur les différents groupes de revenu; les coûts et avantages sociaux de la restructuration industrielle, des emplois verts et des programmes de formation à ces emplois; les normes de travail décent appliquées aux emplois verts; et les effets sur les moyens d'existence et les droits des populations et des communautés rurales des politiques marchandes de préservation (PSE, REDD), des politiques de croissance verte (agriculture tirée par les exportations, développement à grande échelle de l'infrastructure hydraulique), des technologies vertes (biocarburants, énergie renouvelable), et d'autres programmes d'économie verte.

Renforcement des institutions en vue d'un changement des comportements, des structures et d'une évolution vers l'équité

La défense d'une économie verte et équitable passe par la reconnaissance de la multiplicité des institutions sociales (normes, réglementation, droits, confiance et coopération) et des rapports sociaux (classe, genre, ethnie) qui sont à la base de la vulnérabilité de certains; de la capacité de réaction des individus, groupes et organisations; et de ceux qui auront probablement à gagner ou à perdre des politiques et du changement institutionnel.

Les décideurs politiques ont d'importantes responsabilités à cet égard. Ils s'en acquittent par des campagnes d'éducation et de sensibilisation du public sur des thèmes tels que la production et la consommation respectueuses de l'environnement; en favorisant des formes de gouvernance participatives et des processus décisionnaires adaptés; en décentralisant et en encourageant une collaboration intersectorielle; et par les politiques sociales qu'ils choisissent. Les mécanismes de gouvernance peuvent être conçus pour faciliter la collaboration de multiples acteurs (État, marché, société civile, communauté) à tous les échelons (international, régional, national, départemental ou provincial et local). Dès que l'attention se porte sur les inégalités et les déséquilibres des forces que créent l'économie de marché et la situation dominante des grandes sociétés, on prend conscience de la nécessité d'encadrer efficacement les entreprises, de les responsabiliser et de mettre en place des procédures de recours.

Vers des politiques éco-sociales

La politique sociale a un rôle clé à jouer dans la promotion d'une économie verte et équitable. Si son action consiste actuellement à dédommager les perdants, à protéger les populations vulnérables ou à faire en sorte, par la formation, que les emplois verts soient occupés, elle peut aller plus loin et s'attaquer aux causes structurelles de la vulnérabilité et utiliser les outils à disposition pour atteindre des objectifs "verts".

Selon les contextes, les politiques pertinentes peuvent consister en investissements éco-sociaux (pour la réhabilitation thermique des habitations et l'extension du réseau des transports publics par exemple); en une éducation qui facilite l'accès aux technologies et aux emplois de l'économie verte; et en mesures de redistribution (taxation, subventions et droits fonciers) destinées à réduire les inégalités responsables de la vulnérabilité aux changements climatiques et à s'attaquer aux inégalités de distribution résultant des initiatives de l'économie verte. Pour que les femmes puissent profiter des débouchés ouverts par l'économie verte, il faut accorder beaucoup plus d'attention aux questions de la reproduction sociale et des soins aux personnes. Les politiques et la réglementation relatives au marché du travail doivent veiller à ce que les emplois verts soient aussi des emplois décents et que les initiatives normatives volontaires, qui sont de plus en plus nombreuses, complètent la réglementation publique des marchés et des entreprises mais ne se substituent pas à elle.

Favoriser une citoyenneté active

Il n'est pas d'économie verte et équitable si les groupes défavorisés ne savent pas s'organiser; s'ils ne sont pas en mesure de se lancer dans la contestation; de défendre leur cause et de négocier; et de former de vastes coalitions pour le changement. Pour favoriser une citoyenneté active, les décideurs politiques ne doivent pas donner à la participation son sens étroit et entendre par là le simple fait de consulter certaines parties plutôt que d'autres. Les mécanismes de gouvernance – du niveau local au niveau mondial – doivent être sensibles aux questions de diversité et de représentation et à l'espace de négociation et éviter que la définition des politiques ne soit dominée par des intérêts étroits ou élitistes. Les décideurs politiques peuvent aussi cultiver un environnement propice à la participation et à l'émancipation par l'éducation et la formation et par l'institutionnalisation des mécanismes de responsabilisation, des droits fondamentaux, des libertés d'association, d'expression et d'information et du droit de recours.

Sources de l'UNRISD et bibliographie

Numéro spécial de *Development*

Development: Greening the Economy (Vol. 55, No. 1, 2012) numéro spécial conçu en partenariat avec l'UNRISD, comprend les contributions suivantes:

- Bullard, Nicola and Tazio Müller. 2012. "Beyond the 'green economy': System change, not climate change?"
- Jessop, Bob. 2012. "Economic and ecological crises: Green new deals and no-growth economies."
- Kumbamu, Ashok. 2012. "The agri-food sector's response to the triple crisis: Sustaining local social initiatives in Andhra Pradesh, India."
- McAfee, Kathleen. 2012. "Nature in the market-world: Ecosystem services and inequality."
- Merritt, Amy and Tristan Stubbs. 2012. "Incentives to promote green citizenship in UK Transition Towns."
- Rival, Laura. 2012. "Sustainable development through policy integration in Latin America: A comparative approach."
- Sahakian, Marlyne D. 2012. "A matter of trust in metro Manila: Collective action towards 'green economy' transitions."
- Sano, Hironobu. 2012. "The Brazilian National Environmental Policy: The challenge of plural environmental governance."
- Srang-iam, Witchuda. 2012. "Local justice, global climate injustice? Inequality and tree planting in Thailand."

Série des documents spéciaux de l'UNRISD

Documents spéciaux de l'UNRISD - La série "Dimensions sociales de l'économie verte et du développement durable" (2011-2012) comprend les titres suivants, disponibles en anglais à l'adresse suivante: www.unrisd.org/greeneconomy.

- Gough, Ian. *Climate Change, Double Injustice and Social Policy: A Case Study of the United Kingdom*. No. 1.
- Hezri, Adnan A. and Rospidah Ghazali. *A Fair Green Economy? Studies of Agriculture, Energy and Waste Initiatives in Malaysia*. No. 2.

Bumpus, Adam. *Realizing Local Development in the Carbon Commodity Chain: Political Economy, Value and Connecting Carbon Commodities at Multiple Scales*. No. 3.

Hirald, Rocío and Thomas Tanner. *The Global Political Economy of REDD+: Engaging Social Dimensions in the Emerging Green Economy*. No. 4.

Banerjee, Payal and Atul Sood. *The Political Economy of Green Growth in India*. No. 5.

Murphy, Helen and Michael Winer. *PES Markets on Aboriginal Land in Cape York Peninsula: Potential and Constraints*. No. 6.

Rival, Laura. *Sustainable Development through Policy Integration in Latin America: A Comparative Approach*. No. 7.

Musyoki, Agnes. *Emerging Policy for a Green Economy and Social Development in Limpopo, South Africa*. No. 8.

Bastos Lima, Mairon. *An Institutional Analysis of Biofuel Policies and their Social Implications: Lessons from Brazil, India and Indonesia*. No. 9.

Cook, Sarah, Peter Utting and Kiah Smith. *Social Dimensions of Green Economy Transition*. No. 10. Forthcoming.

Autres lectures sur le sujet

Cook, Sarah, Peter Utting and Kiah Smith. 2011. "Social policy, participation and the transition to a green economy." *The Road to Rio+20: For a Development-Led Green Economy*, Issue 2, November, pp. 93-98.

UNRISD. 2010. *Combating Poverty and Inequality: Structural Change, Social Policy and Politics*. UNRISD, Geneva.

UNRISD. 2012. *Green Economy and Sustainable Development: Bringing Back the Social Dimension*. UNRISD Conference News.

Utting, Peter. 2012. "Introduction: Multistakeholder Regulation from a Development Perspective," in D. Reed, P. Utting and A. Mukherjee-Reed (eds.), *Business Regulation and Non-State Actors: Whose Standards? Whose Development?* Routledge, London.

Les synthèses de l'UNRISD sur les recherches et politiques visent à améliorer la qualité des échanges sur le développement. Elles replacent les recherches de l'Institut dans l'ensemble des débats sur le développement social, en résumant les conclusions et font ressortir les questions qui doivent retenir l'attention des décideurs. Elles fournissent ces informations sous une forme concise à l'intention des responsables politiques, des universitaires, des militants, des journalistes et d'autres utilisateurs.

La présente Synthèse a été achevée en avril 2012 par le personnel de l'UNRISD affecté aux recherches sur les Dimensions sociales de l'économie verte et du développement durable. Ce travail a bénéficié du soutien du Ministère norvégien des affaires étrangères, de la Friedrich Ebert Stiftung (FES) et des fidèles bailleurs de fonds de l'Institut - l'Afrique du Sud, le Danemark, la Finlande, le Mexique, le Royaume-Uni et la Suède. Téléchargez gratuitement cette publication à partir de l'adresse suivante: www.unrisd.org/publications/rpb12f.



UNRISD
INSTITUT DE RECHERCHE
DES NATIONS UNIES POUR LE
DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Copyright © UNRISD. De courts extraits de cette publication peuvent être reproduits en l'état sans autorisation, à condition d'en indiquer la source. Pour obtenir les droits de reproduction ou de traduction, prière d'en faire la demande à l'UNRISD, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse, qui y accèdera bien volontiers.

L'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) est une institution autonome qui encourage les recherches sur des questions sociales d'actualité touchant au développement. Ses études multidisciplinaires sont réalisées en collaboration avec le vaste réseau d'universitaires et d'instituts de recherche qu'il s'est constitué, principalement dans les pays en développement.

Pour de plus amples informations sur l'Institut, s'adresser à l'UNRISD, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse; tél. 41 (0)22 9173020, fax 41 (0)22 9170650, info@unrisd.org, www.unrisd.org.